

Six questions à un Président

Lord Killanin analyse les problèmes de l'Olympisme

A l'issue de trois journées marathon, avec la Commission exécutive du CIO, tout d'abord, puis avec la Commission exécutive et les Fédérations Internationales ensuite; Lord Killanin, oubliant la fatigue des débats, a bien voulu nous recevoir pour répondre à nos questions, pour nous exposer, du même coup, tranquillement, sans passion, les problèmes qui touchent au Mouvement olympique. A Lausanne, dans le calme de son bureau de Vidy, où l'on trouve, au mur, la photographie de son prédécesseur, M. Avery Brundage, Lord Killanin s'est exprimé en français et, fait suffisamment rare pour être signalé, n'a pas demandé préalablement l'exposé de nos questions.

La Chine

Question : Monsieur le Président, en 1975, vous répondiez à un journaliste, au sujet de la Chine de Pékin : « *Le retour de la Chine aux Jeux Olympiques sera le bienvenu mais il doit se faire aux conditions stipulées par le règlement olympique.* » Quatre ans plus tard, les Chinois sont toujours à la porte. Le problème a-t-il réellement avancé? Peut-on le comparer avec celui des deux Allemagnes et des deux Corées ?



Lord Killanin : *Il est faux de chercher à établir une relation entre le problème chinois et celui de l'Allemagne et de la Corée. Une des questions à laquelle il nous faut répondre est de savoir si le CIO a fait une faute lorsque le gouvernement du général Tchang Kai-*

check a été défait, quand il a perdu le pouvoir et qu'il s'est retiré dans l'île de Taïwan qui était une province chinoise. Les rapports qui sont en ma possession, au Château de Vidy, à Lausanne, siège du CIO, sont contradictoires.

D'autre part, je crois que le Comité Olympique de Chine, sis à Taïpeh, a commis une grave erreur, à Montréal, lorsqu'il a retiré ses athlètes. Avec l'accord du gouvernement canadien, nous avons autorisé cette délégation à conserver son hymne et son drapeau mais nous avons demandé

qu'elle modifie son appellation « République de Chine » pour Taïwan. Aujourd'hui, la République de Chine n'est plus reconnue par les institutions internationales, et rares sont les pays qui accepteraient la participation à une épreuve sportive d'une équipe qui porterait le nom de « République de Chine. »

L'apartheid

Question : Pensez-vous qu'on puisse retrouver à Lake Placid ou à Moscou un phénomène semblable à celui qui a secoué les Jeux à Montréal, revoir ce triste départ des Africains ? La France, vous le savez, Monsieur le Président, va recevoir, chez elle la tournée de l'Afrique du Sud, rejetée, pour son apartheid, du Mouvement olympique. Est-ce le début d'une nouvelle crise ?



Lord Killanin : *Ce n'est pas le début d'une nouvelle crise car nous n'avons rien à faire avec le rugby. Toutefois, après l'expérience de Montréal, ceux qui ont la chance de voyager, de pratiquer un sport de compétition devraient, sur le plan international, penser aux autres gens. Les joueurs de rugby ont une lourde responsabilité. Je suis renseigné sur ce qui se passe en Afrique du Sud: je sais qu'il y a de profonds changements*

et qu'il s'y développe un sport multiracial mais je sais aussi que l'apartheid y est institutionnalisé, ce qui empêche l'Afrique du Sud de rejoindre le sport mondial. Je reviens d'Afrique où l'on m'a souvent posé des questions au sujet de cette tournée en France des rugbymen sud-africains. Espérons qu'on ne va pas se servir de cet événement pour fausser les Jeux comme on l'a fait à Montréal. Lors de ma tournée africaine, j'ai appris que presque tous les Comités Nationaux Olympiques et les athlètes impliqués ne voulaient pas quitter Montréal. Pas plus d'ailleurs que ceux qui ont financé ce long déplacement. Il faut se rappeler, avant de prendre une décision aussi grave, que ce n'est pas ceux qui sont liés à l'apartheid qui ont mal, mais bien au contraire les concurrents, les Comités d'organisation, les fédérations et le public.



Lord Killanin : *J'estime que dans ses grandes lignes cette règle 26 est satisfaisante. Il nous faut la réexaminer, toutefois, et j'ai demandé à M. Daume de se mettre au travail, car certaines fédérations qui veulent instaurer leurs propres règles dans ce domaine*

ont besoin d'une ligne de conduite. Un point me gêne cependant: qu'on accepte le versement d'un manque à gagner à des gens qui ne sont pas de vrais professionnels mais des athlètes à plein temps. Ce n'est possible que dans des pays riches gérés par des gouvernements riches et où le sport est supervisé par des Comités Nationaux Olympiques riches.

D'autre part, on me demande souvent pour quoi je m'oppose à des Jeux « open ». Sachez bien que je ne suis pas contre le professionnalisme, vous savez sans doute que mon fils est jockey professionnel. Mais « ouvrir » les Jeux, c'est les mettre immédiatement entre les mains des imprésarios. Voyez le tennis dont l'évolution est inquiétante car les imprésarios commandent, par l'intermédiaire des fédérations nationales.

La dopage

Question : Le dopage sous toutes ses formes présente-t-il un danger pour l'avenir des Jeux Olympiques ?



Lord Killanin : *C'est à mon avis le plus grand danger, bien plus grave qu'une infraction aux règles de l'amateurisme ou qu'une intrusion insidieuse de la politique. Les anabolistes créent un faux personnage qu'il soit homme ou femme. Ce sont des gens artificiels qui*

sortent de l'éprouvette. Or, le but du sport, et des sports olympiques plus particulièrement, c'est de créer des êtres sains et complets.

Le CIO et les femmes

Question : Depuis que je travaille au CIO, plusieurs de mes amies m'ont reproché d'appartenir à une organisation mondiale qui favorise, au niveau de ses dirigeants, la discrimination sexuelle. Monsieur le Président, comment répondre à ces attaques ?



Lord Killanin souriant : *Voulez-vous que je remplace Mme Monique Berlioux, Directeur du CIO, par un homme ? J'ai vu beaucoup de jeunes et de jolies femmes à Vidy...*

Puis, soudain sérieux : Il est vrai qu'il n'y a aucune femme membre du Comité Interna-

tional Olympique, mais je peux vous annoncer qu'il y en a trois qui seront bientôt candidates. Je suis certain que nous en trouverons après 1980 quand il y aura des places libres. Je constate qu'en Europe et

L'amateurisme

Question : Vous avez affirmé à plusieurs reprises, le 11 mars encore en présence des fédérations internationales que, dès la fin des Jeux de la XXIIe Olympiade, vous réexaminerez la règle 26 concernant les conditions d'admission aux Jeux Olympiques. Or, cette règle et le texte d'application qui l'accompagne est large : elle autorise le remboursement des frais et le versement d'un manque à gagner. Dans quel sens pensez-vous pouvoir faire évoluer cette célèbre règle 26 ?

en Asie, il n'y a que fort peu de femmes dans les fédérations nationales; en revanche, on en trouve aux Etats-Unis et en Afrique.

Le rôle des gouvernements

Question : Le rôle prédominant de l'Olympisme dans le monde du sport fait des envieux. Les organisations internationales convoitent cette position et rêvent de mettre sur pied un organisme concurrent. Quel danger présenterait-il pour les pratiquants, pour les sportifs du monde entier?



Lord Killanin : *Ce serait tout simplement la mort du sport car les gouvernements changent très vite, ce qui implique parfois un passage brutal d'une politique à une autre. Dans ce domaine, le rôle essentiel d'un gouvernement est de favoriser le développement*

sportif des jeunes; le fait de financer cette opération lui donne un droit de regard mais son rôle s'arrête là. Le sport appartient en priorité aux fédérations – aux confédérations quand il y en a – aux Comités Nationaux Olympiques et au Comité International Olympique qui tous peuvent collaborer avec les gouvernements. Jusqu'ici, le CIO a toujours eu une bonne collaboration avec l'UNESCO dont le directeur général, Amadou Mahtar M'Bow, est passé récemment à Vidy. Toujours dans le même esprit, je me rendrai du 5 au 9 juin à Paris pour assister à une conférence groupant les ministres des sports.

Notre entretien prend fin car Lord Killanin n'a pas terminé son travail, avant de prendre l'avion pour Dublin. Outre ses nombreuses occupations, Il va s'efforcer, soit pour la session du CIO de Montevideo, soit pour la réunion de la Commission exécutive avec les Comités Nationaux Olympiques prévue à San Juan, de faire un rapport sur ce voyage africain au cours duquel il a beaucoup appris dans trois domaines bien différents mais, finalement, très étroitement liés : le développement du sport africain, la création de nouveaux Comités Nationaux Olympiques sur la terre d'Afrique et la manière de mieux structurer un élément important du Mouvement olympique, la solidarité.

Georges Descœudres